

**TERMES DE REFERENCE
POUR UN.E CONSULTANT.E NATIONALE
Janvier 2021**

I. Information sur le poste

Titre :	Consultant.e national.e pour une étude dans le cadre du 10 ^{ème} anniversaire du Bureau du HCDH en Tunisie
Unité Org. :	Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en Tunisie
Durée :	20 jours sur 2 mois
A partir du :	A partir de la signature du contrat
Contrat :	Consultant.e
Lieu d'affectation :	Tunis, avec 5 jours de déplacement et/ou consultations dans les régions
Superviseur :	Chef de Bureau

II. Contexte général et justification

Le 13 juillet 2021 marquera le 10^{ème} anniversaire de la création du Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) en Tunisie. Le Bureau a ouvert, à la demande des autorités tunisiennes de transition, après la Révolution de janvier 2011, déclenchée par un profond sentiment d'injustice. Le soulèvement a mis fin à des décennies de répression, de corruption, d'exclusion et de déni de droits. Les droits de l'homme sont à l'origine des appels du peuple tunisien à la liberté, à la dignité et à la justice sociale et à une nouvelle ère marquée par le respect des droits de l'homme et des libertés contre la peur et les privations.

Avec son double mandat de fournir une assistance technique, de mener des activités de monitoring et rédaction de rapports ainsi que de défendre la situation des droits de l'homme en Tunisie, le Bureau s'est attaché à travailler à la promotion et la protection des droits de l'homme dans un large éventail de domaines thématiques. À cette fin, au cours des dix dernières années, il s'est engagé activement auprès des institutions étatiques, institutions nationales des droits de l'homme, organisations de la société civile, défenseurs des droits de l'homme, syndicats et secteur privé, en partenariat avec d'autres agences du système des Nations Unies (SNU) en Tunisie.

Le Bureau du HCDH en Tunisie a aidé l'État et ses institutions à placer les droits de l'homme au centre de la transition démocratique du pays et à traduire en pratique son engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Le Bureau a également développé une relation solide avec la société civile. Grâce à son programme de coopération technique, comprenant des activités de renforcement des capacités et une assistance technique spécialisée, un soutien opérationnel / logistique et des campagnes d'information et de sensibilisation, le Bureau a apporté une contribution majeure à la promotion et à la sensibilisation des institutions et des citoyens tunisiens aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Le 10^{ème} anniversaire du Bureau en Tunisie s'inscrit dans un contexte de défis persistants démocratiques et de droits de l'homme, aggravés par la situation socio-économique difficile résultant de la pandémie du COVID-19 et de la crise sanitaire.

Dans ce contexte, l'équipe du HCDH en Tunisie considère la célébration du 10^{ème} anniversaire proposée comme une occasion de faire le point, d'analyser et de souligner les succès obtenus dans la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales depuis son ouverture. De plus, dans un contexte de transition démocratique prolongée, il demeure important de sensibiliser davantage les parties prenantes nationales ainsi que le SNU et les partenaires bilatéraux sur les défis existants dans la protection de tous les droits de l'homme pour tous à ce jour en Tunisie. Dans ce contexte, cette consultation visera également à formuler des recommandations stratégiques quant aux perspectives d'une présence continue du HCDH en Tunisie.

III. Objectifs

Objectif général

L'impact et les messages du HCDH sur les droits de l'homme sont efficacement communiqués, ce qui contribue à positionner le Bureau de Tunisie comme un partenaire de choix pour ses principaux partenaires et parties prenantes. Cette position permet au HCDH de promouvoir efficacement des changements législatifs, de politiques et de pratiques conduisant à une meilleure réalisation des droits, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

Objectifs spécifiques

- Faire le point, analyser et mettre en évidence les succès obtenus dans la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales depuis l'ouverture du Bureau;
- Par le biais du dialogue instauré avec les partenaires du HCDH en Tunisie à travers cette étude, identifier les principaux défis en cours dans la promotion et la protection des droits de l'homme en Tunisie;
- Fournir des éléments de réflexion stratégique sur les perspectives d'une présence continue du HCDH en Tunisie.

IV. Résultats et livrables attendus

Résultats attendus :

- Une étude pour faire le point, analyser et mettre en évidence les succès obtenus dans la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales depuis l'ouverture du Bureau du HCDH en Tunisie, incluant. Cette étude se basera sur une revue de la documentation interne pertinente du HCDH, et les acteurs du domaine de la protection et la promotion des droits de l'homme en Tunisie, y compris dans les régions.
- Des recommandations permettant d'envisager stratégiquement les perspectives d'une présence continue du HCDH en Tunisie.
- Compte-rendu de consultations (ou entretiens) menées avec les partenaires et bénéficiaires des activités du HCDH, et plus généralement avec les principaux acteurs du domaine de la protection et la promotion des droits de l'homme en Tunisie.

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Livrables	Durée de réalisation	Date limite	Paiement après validation des livrables	Validation
Notes des consultations menées avec les partenaires à travers le pays	5 jours	J + 10	35%	HCDH
Rapport d'étude incluant des recommandations	15 jours	J + 20	65%	HCDH
Total journées de travail :			20 jours	

Modalités de travail

Le/la consultant.e ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le/la consultant.e sera seul.e responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées.

V. Compétences

Compétences liées aux Nations Unies

- Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques des Nations Unies ;
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité.

Compétences liées au contrat :

- Une bonne connaissance du mandat du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des mécanismes de l'ONU pour la protection et la promotion des droits de l'homme est indispensable ;
- Une bonne connaissance des différents acteurs du domaine de la protection et la promotion des droits de l'homme en Tunisie est requise ;
- Capacité avérée à collecter des informations de sources diversifiées, à les analyser et les synthétiser de façon structurée et concise en un rapport ;
- Démontre de très bonnes capacités de communication tant orales qu'écrites, y compris à préparer des rapports de qualité.

VI. Qualifications requises

Education :	Maîtrise ou équivalent dans les domaines liés aux sciences juridiques, politiques et/ou sociales.
Expérience :	Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle démontrée dans le domaine des droits de l'homme.

	<p>Expérience solide dans la collecte de données qualitatives et la conduite d'entretiens et de consultations.</p> <p>Expérience démontrée dans la recherche, l'analyse et la rédaction de rapports.</p> <p>Une expérience antérieure avec les Nations Unies serait un atout.</p>
Connaissance linguistique :	<p>Excellente maîtrise du français et de l'arabe, écrit et parlé.</p> <p>Une bonne maîtrise de l'anglais serait un atout.</p>
Informatique :	<p>Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power Point, email sous environnement Microsoft).</p>

VII. Calendrier et durée

Le contrat durera 20 jours répartis sur 2 mois.
La mission se déroulera à compter de la signature du contrat.

VIII. Lieu et modalités de travail

Basé à la maison en Tunisie avec 5 jours de déplacement dans les régions, sous réserve des mesures gouvernementales en vigueur dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire du COVID. Les 5 jours de déplacement seront pris en charge par le Bureau du HCDH sur la base du taux appliqué par les Nations Unies. Si les déplacements et consultation en présentiel ne sont pas possibles, ces consultations seront menées à distance depuis Tunis.

Le/la consultant.e s'engage à mener les consultations avec ses interlocuteurs.trices dans le respect des mesures de protection et de distanciation préconisées.

IX. Contenu et évaluation des offres

- a. **Contenu des offres** : Les consultant.es individuel.les ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent, peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature, doit comprendre obligatoirement les pièces ci- dessous listées :

Offre technique :

- Un CV mis à jour signé par le/a consultant/e, ne dépassant pas trois (03) pages incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts de trois (03) références à l'appui (noms, adresse email et N° de téléphone) ;
- Une Note méthodologique : Une note méthodologique ne dépassant pas trois (03) pages sur l'approche à adopter pour la mise en œuvre de la mission
 - Une synthèse de la note méthodologique en langue arabe
 - Une offre financière

Elle doit être détaillée selon le tableau suivant : Eléments Montant en TND

<i>Eléments</i>	<i>Montant en TND</i>
Total pour une durée de 20 jours	

b. **Evaluation des offres** : Le processus d'évaluation et de sélection comporte 3 étapes :

A/ Evaluation technique selon les compétences requises sur la base du curriculum vitae, de la note méthodologique et de l'entretien : 70 % de la note globale.

B/ Evaluation financière en se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation techniques verront leurs offres financières examinées.

A- Evaluation technique

A.1 Evaluation préliminaire

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection, comme défini ci-dessous :

Grille d'évaluation techniques de la candidature			Max pts
1	Une maîtrise ou équivalent dans les domaines liés aux sciences juridiques, politiques et/ou sociales.	0 pts	5 pts
	Master ou équivalent dans les domaines liés aux sciences juridiques, politiques et/ou sociales.	5 pts	
2	Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle démontrée dans le domaine des droits de l'homme	10 pts	13 pts
	10 ans d'expériences	12 pts	
	De 10 à 15 ans d'expériences	+ 1 points	
3	Expérience solide dans la collecte de données qualitatives et la conduite d'entretiens et de consultations.	0 pts	7 pts
	< 2 expériences	5 pts	
	Entre 2 et 5 expériences	7 pts	
4	Expérience démontrée dans la recherche, l'analyse et la rédaction de rapports.	0 pts	5 pts
	< 1 expérience	3 pts	
	1 expérience		

	2 expériences et plus	5 pts	
5	Note méthodologique : Appréciation de la note méthodologique : Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée selon les orientations des TDR	15 pts	30 pts
	La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace de la consultation	15 pts	
6	Entretien oral		40 pts
7	Total Max		100 pts

A.2 Note méthodologique : Une note méthodologique de dépassant pas trois (03 pages) sur l'approche à adopter pour la mise en œuvre de la mission

A.3 Entretien oral : Seuls les candidat.es ayant obtenu une note égale ou supérieure à 30/60 dans l'évaluation des critères 1 à 5 seront retenus pour la phase d'entretiens oraux. L'entretien oral sera évalué sur 40 pts.

B- Evaluation financière – Maximum 30 points

La formule suivante sera utilisée pour évaluer la proposition financière :

$$p = y (\mu / z), \text{ où};$$

p = points pour la proposition financière évaluée;

y = nombre maximal de points pour la proposition financière;

μ = prix de la proposition la moins chère;

z = prix de la proposition évaluée.

V. Modalité de soumission

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications :

CV détaillé, une note méthodologique et l'offre financière. Les candidatures doivent être envoyées par : Email à l'adresse suivante : procurement.tn@undp.org



Le dernier délai pour l'envoi des candidatures est le **19 février 2021**.